

## «Il n’y aura pas de retour à l’idéologie néolibérale»

*Intervista a Branko Milanovic*

Choc asiatique, déclin occidental et avènement du national-libéralisme : le spécialiste des inégalités mondiales analyse les fractures du capitalisme moderne

Professeur d’économie à la City University of New York, Branko Milanovic, a travaillé pendant presque vingt ans à la Banque mondiale. Il est aujourd’hui le plus grand spécialiste des inégalités mondiales. Blogueur, il vient de publier une anthologie des notes qu’il a rédigées ces dernières années sur diverses questions : mondialisation, décroissance, inégalités, histoire de la pensée... Son titre : *Le Monde à l’ère capitaliste. Une histoire des inégalités* (Le Cherche Midi, 576 pages, 24,50 euros). Il a aussi signé, en 2025, un ouvrage ambitieux *The Great Global Transformation* (« la grande transformation mondiale », Allen Lane, non traduit), dans lequel il analyse l’essor de l’Asie et ses effets : un bouleversement de la hiérarchie mondiale des revenus.

**La réduction de l’écart de revenus entre les pays émergents et les pays avancés devait, selon les tenants de la « mondialisation heureuse », accroître l’harmonie des relations internationales. Pourtant, elles sont plus tendues que jamais. Que s’est-il passé ?**

Juste après la fin de la guerre froide, on pensait que la mondialisation éliminerait les tensions de deux ordres : les conflits idéologiques et les conflits territoriaux. Or, aujourd’hui, ce sont précisément ces deux types de conflit qui réapparaissent. Ils sont le reflet d’un même processus historique.

Le rapprochement des revenus par habitant entre les pays, que l’on a connu dans le monde, est une évolution bienvenue. Mais l’ascension économique et technologique de l’Asie a modifié profondément la répartition géographique de l’activité économique et l’équilibre géopolitique mondial. Elle conduit à de fortes tensions géopolitiques, car

l'« hégémon » américain est ouvertement concurrencé par la Chine. L'essor des pays d'Asie a également créé des turbulences politiques au sein des démocraties les plus riches, car, par un effet de bascule, la position des classes moyennes occidentales s'est dégradée dans l'échelle mondiale des revenus.

Les classes moyennes supérieures de Chine, d'Inde ou d'Indonésie dépassent désormais souvent la partie basse des classes moyennes des pays occidentaux, et ces dernières le vivent mal.

### **Des politiques de redistribution plus audacieuses n'auraient-elles pas permis d'éviter de telles turbulences politiques ?**

Je pense, hélas !, que c'était inévitable. Le système mondial ne pouvait pas absorber sans problème ce bouleversement, d'une ampleur sans précédent. Si votre revenu est soudainement dépassé par celui de 100 millions de Chinois, 50 millions d'Indiens et 30 millions d'Indonésiens, vous vous en rendez forcément compte, et cela a des conséquences politiques. Certes, dans les pays avancés, de meilleures politiques auraient permis d'amortir le choc. Aux Etats-Unis, le revenu moyen par habitant de la majorité de la population a crû de moins de 1 % par an depuis [*l'ancien président américain*] Ronald Reagan [*en poste de 1981 à 1989*], contre environ 3 % pendant les quinze années précédentes. Seuls les Américains qui se situent tout en haut de l'échelle, le top 1 %, ont vu leurs revenus croître plus vite pendant la période 1979-2019 que pendant la période 1964-1979 ! Ce sont les seuls à avoir profité du néolibéralisme.

Cette situation aurait pu être évitée par une politique plus redistributive. En revanche, je ne suis pas certain que la mondialisation aurait été possible sans le système néolibéral qui s'est imposé dans les années 1990 au monde entier et a fait l'objet d'une acceptation idéologique. La politique interne des pays occidentaux (baisses d'impôts sur les plus aisés et sur les entreprises, réformes du marché du travail, etc.) était intrinsèquement liée à la politique d'ouverture des échanges avec les pays où la main-d'œuvre était moins chère. Sans le néolibéralisme, l'essor des pays asiatiques n'aurait sans doute pas eu lieu.

**La Chine est passée de 2 % du PIB mondial en 1974 à plus de 22 % aujourd'hui (en parité de pouvoir d'achat). A-t-elle atteint un plateau ?**

Ce qui est certain, c'est que la parenthèse de la globalisation, dont a tant profité l'économie de la Chine, s'est refermée, comme en témoignent les politiques économiques extérieures des différents pays. Je ne parle pas seulement des barrières douanières posées par Donald Trump. L'Union européenne, elle aussi, a changé d'approche vis-à-vis du reste du monde. L'utilisation de la coercition, dans les relations économiques, est devenue banale. On instaure des droits de douane ciblés, on impose des sanctions, on saisit les avoirs d'individus, on bloque des déplacements de capitaux... Toutes ces initiatives sont devenues courantes, alors qu'elles étaient impensables il y a seulement quinze ans. Et tout le monde s'y met. Nous entrons dans une ère mercantiliste.

### **Mais le logiciel économique libéral ne continue-t-il pas à être dominant ?**

Il l'est, mais il est désormais restreint aux politiques intérieures de chaque pays. C'est pourquoi il faut parler de « national-libéralisme ». Il n'y aura pas de retour à l'idéologie néolibérale qu'on a connue.

### **Dans votre livre sur la « grande transformation mondiale », vous dressez un parallèle entre Xi Jinping, Vladimir Poutine et Donald Trump. Sont-ils vraiment le produit d'un même phénomène ?**

Les trois dirigeants sont arrivés au pouvoir en s'appuyant sur des forces sociales internes qui, dans leurs pays respectifs, étaient mécontentes de la mondialisation néolibérale et des excès de pouvoir qu'elle a engendrés. Dans le cas de Trump, c'est évident : il a trouvé sa base électorale chez des Américains mécontents de cette mondialisation, des gens que les élites méprisaient – les fameux « pitoyables » [*deplorables*] qu'avait évoqués la candidate Hillary Clinton en 2016...

En Chine, Xi a assis sa popularité en réagissant fermement à la montée en puissance des grands capitalistes, qui s'insinuaient au sein des instances du Parti communiste et exerçaient une influence croissante. En 2020, il a par exemple interrompu l'introduction en Bourse d'Ant Group, la filiale technologique et financière du groupe Alibaba : son fondateur, Jack Ma, avait osé critiquer la politique bancaire chinoise. Pour que le message soit très clair, c'est un simple fonctionnaire qui l'avait annoncé au groupe ! Et Jack Ma a dû disparaître de la circulation pendant plus d'un an. En réaffirmant la supériorité du pouvoir politique sur ces grandes fortunes, Xi Jinping s'est

allié le soutien de gens modestes quoique membres du parti, flattant leurs sentiments nationalistes.

Vladimir Poutine, lui aussi, a exploité le ressentiment très fort contre l'oligarchie qui émerge à l'époque de Boris Eltsine [*au pouvoir de 1991 à 1999*]. Il a fait savoir qu'en Russie on pouvait faire des affaires, mais à condition que l'Etat – c'est-à-dire lui – soit d'accord. C'est ainsi que les oligarques Mikhaïl Khodorkovski, Boris Berezovsky (l'homme qui a fait Poutine) ou Evgueni Prigojine (le patron du groupe paramilitaire Wagner) ont été jetés en prison, dépouillés ou physiquement éliminés.

Ce qui est paradoxal, c'est que ces leaders, à commencer par Donald Trump, sont liés aux milliardaires qui ont profité de la mondialisation...

Je suis d'accord. Dans le cas de Trump, on a même parlé de « populisme oligarchique », un bel oxymore. Ce qui est important, c'est que ces dirigeants illibéraux sont au pouvoir parce qu'ils ont su exploiter des sentiments populaires.

### **Les élites mondiales ont-elles changé ?**

Dans les pays occidentaux, aux Etats-Unis en particulier, une nouvelle élite est apparue. Dans le capitalisme d'autrefois, celui que décrivait Marx, le sommet de la distribution sociale était occupé par les détenteurs du capital. Mais aujourd'hui les mêmes personnes occupent à la fois le sommet de l'échelle des revenus du capital et de celle des revenus du travail : cadres dirigeants des entreprises, entrepreneurs, financiers, avocats ou médecins fortunés... J'ai appelé cela l'« homoploutie » [*« même richesse », en grec*]. Dans ce nouveau capitalisme, la contradiction principale entre le capital et le travail est résolue : vous êtes en même temps le capitaliste et le travailleur. L'idée de Margaret Thatcher [*première ministre du Royaume-Uni de 1979 à 1990*], comme vous le savez, était d'instaurer un capitalisme populaire, de partager le revenu du capital entre tous. Mais le capital est resté très concentré entre les mains de cette nouvelle élite. Et comme ces manageurs travaillent, ils se sentent légitimes. Ils ont le sentiment que tout l'argent qu'ils gagnent provient de leur travail, et qu'il est donc totalement mérité.

### **Combien de personnes appartient à cette « homoploutie » ?**

Aux Etats-Unis, je les estime à 3 % de la population, soit 10 millions de gens. En France, probablement 2 %. Ce ne sont pas les milliardaires, mais des gens très aisés.

Ils exercent également l'« hégémonie culturelle », pour reprendre l'expression de [Antonio] Gramsci. Ils étaient au cœur de la révolution néolibérale des années 1990, et ils sont aujourd'hui contestés sous la pression des classes populaires.

### **Et en Chine ?**

En Chine, la composition de l'élite a également beaucoup changé. En 1988, les deux tiers de l'élite urbaine (qui représente environ 5 % de la population) travaillaient pour l'Etat, le parti, les entreprises publiques. Aujourd'hui, c'est l'inverse. Le nombre de propriétaires d'entreprises privées est passé de 3 % à 33 % entre 1988 et 2018. Si vous ajoutez les cadres travaillant principalement dans des entreprises privées, on arrive aux deux tiers de l'élite. Il faut ajouter que la part du revenu des capitalistes dans le revenu total de cette élite est passée pendant la même période de 7 % à 63 %, au détriment des personnes qui tirent leurs revenus de l'appareil d'Etat.

### **Pour réduire les tensions internationales et les turbulences politiques internes aux pays, de quel cadre le monde aurait-il besoin aujourd'hui ?**

Le monde s'est engagé sur la voie du national-libéralisme et des relations multipolaires : c'est donc dans ce cadre-là qu'il faut réfléchir pour arriver à une situation meilleure, qui évite les guerres et qui favorise les intérêts de tous. Car ces intérêts ne sont pas fatalement contradictoires.

Les grands changements du cadre mondial ont été décidés par des conférences qui ont eu lieu à l'issue de guerres : traité de Vienne en 1815, de Versailles en 1919, conférence de Bretton Woods en 1944 ou de Yalta en 1945. Il faut éviter la guerre, mais on peut retenir l'idée d'une conférence. Il faut toutefois rester réaliste : tout le monde n'y participera pas. C'est par une négociation entre les grandes puissances – une vingtaine de pays – qu'on arrivera à un nouvel équilibre.

### **Vous avez participé, à Paris, à la conférence du Laboratoire sur les inégalités mondiales, le centre de recherche codirigé par Thomas Piketty, qui a eu lieu début juin. Comment jugez-vous le rapport qui a été produit et qui trace un chemin vers un futur très utopique ?**

Il relève effectivement de l'utopie, mais je l'approuve. Il ne faut pas le voir comme une feuille de route des mesures à prendre, mais comme une boussole idéologique pour les

dirigeants politiques. Même [*l'économiste britannique*] Keynes [1883-1946] puisait dans les idées du Bloomsbury Group, composé d'artistes !

**Vous écrivez peu sur l'intelligence artificielle (IA). N'est-elle pas un élément important de la « grande transformation globale » ?**

C'est un phénomène très important, même s'il est encore difficile d'en prévoir les conséquences : l'IA fait l'objet d'arguments très contradictoires. Nous entrons dans un territoire inconnu. Certes, par le passé, des machines ont déjà remplacé des humains. En revanche, c'est la première fois que des machines vont résoudre des problèmes en autonomie, sans la complicité humaine. Exagère-t-on l'impact que l'IA va avoir sur nos vies ? Il est encore trop tôt pour le savoir. Les risques existent. Mais j'ai aussi le sentiment que l'IA peut être une chance pour certains, par exemple en Afrique. Ce qu'il est raisonnable de penser, c'est qu'avec l'IA la part de produit intérieur brut qui reviendra au capital va s'accroître au détriment de celle qui revient au travail. Il y aura moins de travailleurs pour la même production. Cela ne peut qu'augmenter les inégalités, car le capital est réparti de façon inégale. Les propositions visant à organiser une redistribution, par exemple à travers un revenu de base universel, ont du sens.

Sur le plan théorique, si l'intelligence artificielle et la robotique permettaient un jour de remplacer le travail humain, ce serait la fin du capitalisme. Que ce soit du point de vue marxiste ou du point de vue néoclassique, d'ailleurs. Pour Marx, la valeur est en effet produite par le travail. S'il disparaît, la plus-value disparaît aussi : fin du capitalisme. Pour les néoclassiques, si le travail disparaît, tout l'argent va aux quelques créateurs des machines qui n'en ont pas besoin, plus personne ne consomme : il n'y a plus de demande, fin du capitalisme.

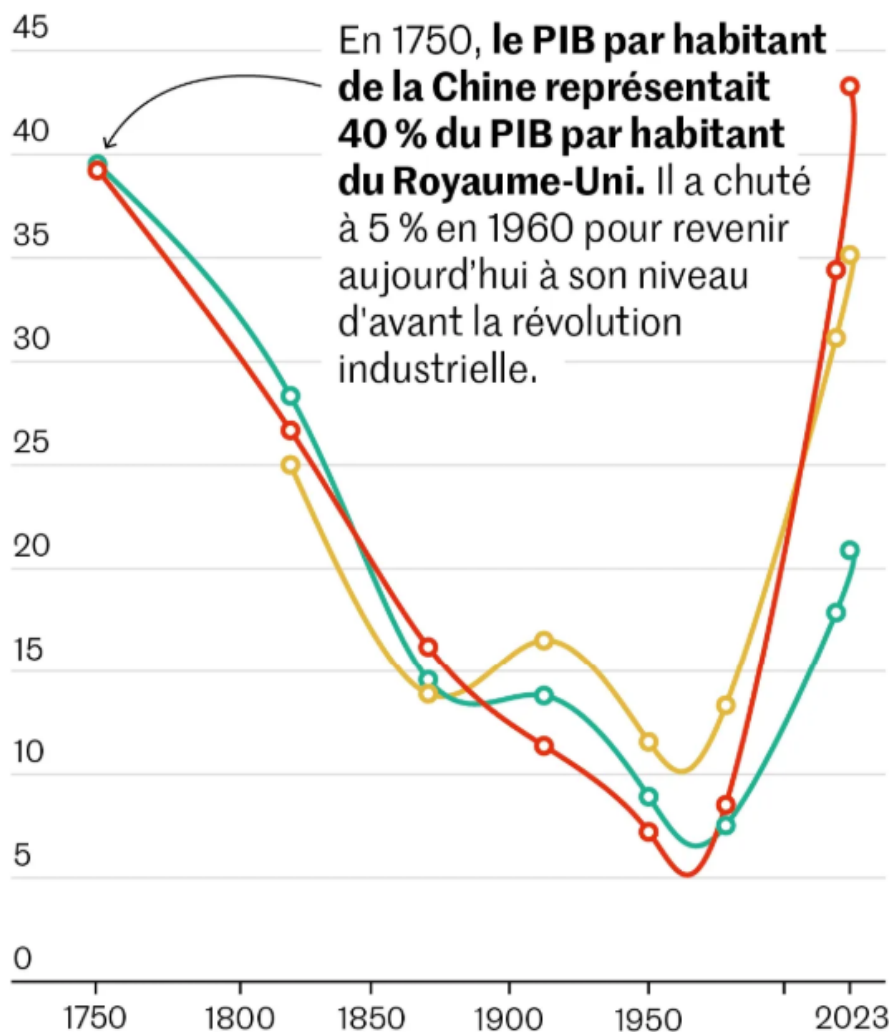
**Le Sud global et l'Europe ont-ils une carte à jouer dans la nouvelle configuration du monde ?**

Je pense que les pays du Sud global peuvent jouer de la rivalité entre la Chine et les Etats-Unis pour faire avancer leurs intérêts. Je suis moins optimiste sur l'Europe, qui se fait distancer sur le plan technologique. Les avancées dans ce domaine demandent de gros investissements, mais nécessitent aussi un certain non-conformisme, qui, en ce moment, manque aux Européens. Par ailleurs, pour rester compétitifs, les pays d'Europe ont besoin de deux ressources : une énergie peu chère

et une main-d'œuvre bon marché. La Russie lui fournissait la première, l'Afrique la seconde. Mais la crise ukrainienne fait obstacle à l'importation d'énergie russe, et les difficultés politiques internes des pays européens rendent l'augmentation de l'immigration difficile.

## Le retour spectaculaire des pays asiatiques

Le PIB par habitant — de la Chine, — de l'Inde et — de l'Indonésie, rapporté au PIB par habitant du Royaume-Uni, en %

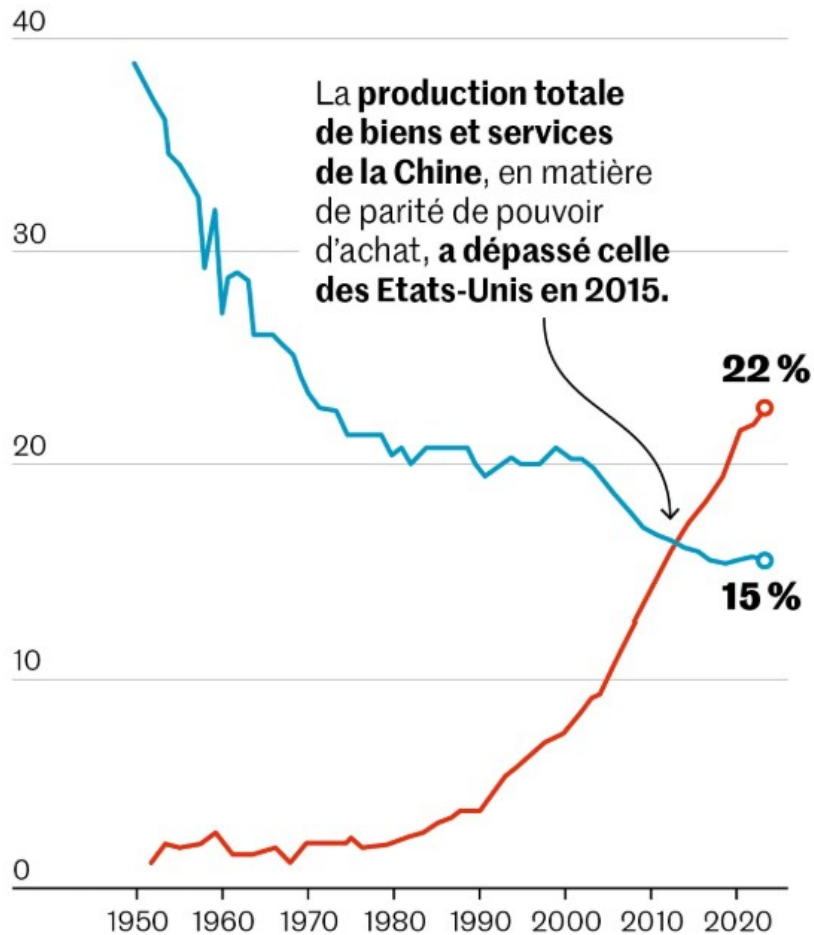


Infographie *Le Monde*

Sources : Angus Maddison et Branko Milanovic

## La Chine, première économie mondiale

Part de — la **Chine** et des — **Etats-Unis**  
dans le produit intérieur brut mondial (PIB), en %



Infographie *Le Monde*  
Source : Branko Milanovic